



Fédération CFTC-Finances

✉ Immeuble CONDORCET, 6 rue Louise WEISS – Teledoc 322 – 75703 PARIS CEDEX 13

☎ 01.44.97.32.71 📞 01.44.97.33.11 E-mail : federation-cftc@syndicats.finances.gouv.fr

Résolution générale du congrès de la Fédération CFTC Finances du 29 juin 2012 à CHAMBON SUR LIGNON

L'Etat au cœur du service public

Le rôle essentiel de l'Etat

Il est d'assurer au citoyen la liberté, l'égalité et la solidarité afin d'assurer la paix sociale, mais aussi la vie démocratique de notre pays.

Des contraintes budgétaires tendent à faire disparaître les missions de l'Etat ou à les transférer, soit par externalisation, soit par délégation de service public, soit par répartition à la charge des collectivités territoriales.

Les critères de convergence européens, mais plus encore la volonté néo-libérale de réduction de l'Etat providence, sont autant de menaces qui pèsent lourdement sur les services de l'Etat donc sur la Fonction Publique de l'Etat.

La réduction drastique et mécanique des effectifs de la Fonction Publique, sans révision des missions, génère une insatisfaction des usagers autant que des agents.

Les garanties qu'offre la Fonction Publique de l'Etat

Le fonctionnaire de l'Etat, citoyen à part entière, doit pouvoir se prévaloir des droits suivants :

- la neutralité,
- l'impartialité,
- la sécurité dans l'exercice de ses missions,
- la protection des libertés, l'égalité entre les citoyens,
- la confidentialité et le désintéressement nécessaires dans notre République.

L'Etat doit garantir leur indépendance pour un **service public** de qualité pour tous, dans un aménagement du territoire n'oubliant personne quel que soit son lieu d'habitation.

Les constats d'échec

- Dégradation patente du service public pour les agents et pour les usagers,
- Augmentation des délais d'exécution,
- Augmentation des charges et réduction des moyens et des effectifs,
- Dégradation de la solidarité dans le travail, apparition d'un individualisme contraire aux valeurs du fonctionnaire,
- Dégradation des conditions de vie au travail,
- Effets sur la vie familiale des personnels : stress, mobilité forcée...
- Mal-être des agents,
- Problème des personnels sur-diplômés,
- Multiplication des armées mexicaines en direction et déresponsabilisation proportionnelle des cadres .

Corollaire : carence des personnels d'exécution qui se sentent abandonnés et ne font plus face à la charge de travail.

Le constat est simple : il y a de plus en plus de cadres supérieurs chargés du management, du contrôle et de l'expertise, et de moins en moins de cadres d'exécution. Ces derniers se sentent abandonnés et sans avenir.

Ceci semble être la conséquence d'une stratégie délibérée qui vise, à terme, à ne confier à l'Etat que les missions de contrôle et d'expertise à l'exclusion des missions d'exécution.

Mise en adéquation de la Fonction publique de l'Etat et des exigences citoyennes

On n'en peut plus !

La situation actuelle n'est plus tolérable pour les fonctionnaires de l'Etat et inquiétante pour nos concitoyens.

Pour les agents, le syndrome FRANCE TELECOM doit être éradiqué.

Pour nos concitoyens :

- La TVA intracommunautaire, la circulation des marchandises, la justice fiscale sont autant d'exigences citoyennes auxquelles nos directions n'ont plus les moyens de répondre dans un esprit d'équité et dans l'intérêt économique de la France et de l'Europe.

- La sécurité du consommateur ne peut être assurée que par un service d'Etat garant de la neutralité des intervenants non soumis aux lobbies industriels ou financiers.

- La qualité reconnue mondialement de la statistique française produite par l'INSEE doit être protégée.

- La sécurisation des fonds publics doit être garantie par l'Etat : l'argent public est le bien commun de tous.

REVENDEICATIONS :

La Fédération ministérielle CFTC Finances s'oppose à la politique de réduction des effectifs qui met en péril la devise de la République Française et est néfaste à nos concitoyens.

La Fédération ministérielle CFTC Finances dénonce les externalisations vers le privé qui ne permettent pas de rendre le meilleur service au meilleur coût et qui privent souvent les plus fragiles d'entre nous du service public auquel ils ont droit.

Un service public de qualité n'a pas de prix dans une démocratie, mais un coût : quand ses fonctionnaires voient leur pouvoir d'achat baisser depuis des années, le coût est social et humain . Une vraie politique salariale à la hausse est nécessaire et doit profiter à tous les agents et non pas à certaines catégories uniquement. Cette politique salariale doit se baser essentiellement sur l'échelle indiciaire et non sur les primes non prises en compte pour le calcul de la retraite.

La Fédération ministérielle CFTC Finances exige une politique du mieux au lieu du plus et une vraie qualité de service pour tous nos concitoyens. Cette politique du mieux doit passer par la formation adéquate de ses agents.

Dans le cadre d'un service public de qualité, la Fédération ministérielle CFTC Finances demande un état des lieux des tâches administratives pour lesquelles les redondances et les lourdeurs sont sans fondement. Cela doit passer par une meilleure réactivité qui ne peut exister sans de bons outils adaptés et non pas systématiquement empruntés au privé.

La Fédération ministérielle CFTC Finances demande la mise en place rapide de stratégies à long terme basées sur l'Humain et non pas sur des objectifs purement "marketing". Il est temps d'arrêter de faire de la publicité pour les politiques d'objectifs. Nous ne disposons plus du temps nécessaire pour nous consacrer à des activités efficaces et efficientes.

La Fédération ministérielle CFTC Finances est attachée à ce que toutes les directions actuelles du ministère restent en son sein.

Fidèle à ses valeurs humanistes, la Fédération ministérielle CFTC Finances se positionne en faveur des politiques luttant contre toute forme de discrimination quelle qu'en soit la nature.